

Madame, Monsieur,

Tout d'abord, nous vous prions de nous excuser pour l'envoi hors délai de cette contribution à la consultation publique sur l'adaptation des contrats de complément de rémunération au pas de temps 15 minutes.

Vous trouverez ci-dessous les éléments de réponse que TSE (exploitant de centrales PV / agriPV) souhaite porter à l'attention de la CRE :

Question 1 : Quel est selon vous le degré de flexibilité des actifs EnR existants (selon leur filière ou leur taille notamment) ? En cas de contraintes techniques ou environnementales, merci de les préciser.

Les centrales photovoltaïques construites après 2021 peuvent être pilotés au pas de temps 15 minutes. Pour celles-ci, nous n'observons pas de conséquences techniques délétères à un pilotage au pas 15 minutes.

Question 3 : Mêmes questions pour les actifs susceptibles de signer des nouveaux contrats de soutien en complément de rémunération.

A l'instar des centrales photovoltaïques construites depuis 2021, les nouveaux actifs PV peuvent être opérés au pas de temps 15 minutes sans contrainte technique.

Question 6 : Selon vous, parmi les trois options présentées, laquelle devrait être retenue ? Devrait-il y avoir une différence entre les nouveaux contrats et les contrats déjà en vigueur ou une période de transition minimale pour les contrats déjà en vigueur ?

Nous pensons que les centrales qui en sont techniquement capables doivent être incités à s'inscrire entièrement dans les évolutions de marché au pas de temps 15 min. Cette évolution permettra d'exploiter au mieux la grande flexibilité offerte par les technologies PV actuelles et de renforcer leur intégration, au bénéfice du système électrique dans son ensemble.

Aussi, nous sommes très favorables à la mise en œuvre de l'option A pour toutes les futures centrales photovoltaïques et agrivoltaïques. Cela exigera cependant une grande rigueur de la part des GRD sur l'horodatage de leurs compteurs.

Pour les centrales déjà en opération ou déjà lauréates de précédents AO, il nous apparaît néanmoins nécessaire de mettre en place une période d'observation de 12 mois afin de vérifier que l'évolution éventuelle des frais d'agrégation liée au passage au pas 15 minutes reste absorbable dans les modèles financiers. Si cette condition est vérifiée, l'option A pourra alors s'appliquer également aux actifs existants.

En vous remerciant pour la prise en compte de ces éléments et à votre disposition pour tout complément d'information.